

## LES FAITS MARQUANTS DE LA CDD-16: LUNDI 5 MAI 2008

Lundi matin, la CDD-16 a commencé l'examen du module thématique du cycle d'application 2008/09 – agriculture, développement rural, sols, sécheresse, désertification et Afrique. Après avoir élu les membres du Bureau et adopté l'ordre du jour et l'organisation des travaux, les délégués ont entendu des rapports sur les activités intersessions, présenté des déclarations générales et entamé leur examen de l'agriculture et des perspectives régionales.

### PLENIERE D'OUVERTURE

Le président de la CDD-16, Francis Nhema, ministre de l'environnement et du tourisme (Zimbabwe), a encouragé les délégués à traiter, de manière intégrée, les questions thématiques figurant à l'ordre du jour de la CDD-16. Les délégués ont officiellement approuvé les vice-présidents désignés Tri Tharyat (Indonésie), Sasa Ojadic (Serbie) et Melanie Santizo-Sandoval (Guatemala), les autres membres du Bureau ayant été élus en 2007. Les délégués ont également approuvé l'ordre du jour provisoire et organisation des travaux de la CDD-16. La Grenade, au nom de l'Alliance des petits Etats insulaires (AOSIS), appuyée par Antigua et Barbuda, au nom du G-77/CHINE, a souligné que la programmation parallèle de la journée des PEID et l'examen de l'état d'application des décisions de la CDD-13 concernant l'eau et l'assainissement, ne devraient pas être perçus comme un précédent.

Sha Zukang, sous-secrétaire général chargé des affaires économiques et sociales, a souligné que la crise alimentaire mondiale menace de déstabiliser les acquis en exacerbant la pauvreté. Il a indiqué que les discussions de la CDD-16 contribueraient aux efforts déployés pour faire face à la crise alimentaire, dont la session extraordinaire du 20 mai du Conseil économique et sociale (ECOSOC) et le sommet de juin convoqué par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

### EVENEMENTS ET ACTIVITES INTERSESSIONS

Les délégués ont ensuite entendu lecture de rapports sur les événements et activités intersessions. ISRAËL a parlé des résultats de deux conférences tenues en Israël en 2007: la Conférence internationale sur les technologies de l'eau et la maîtrise de l'eau et l'Atelier international sur le renforcement des capacités en matière de lutte contre la désertification dans les zones arides. L'AUTRICHE a présenté un rapport sur le résultat du septième Forum mondial sur l'énergie durable, tenu à Vienne, en novembre 2007. La CHINE a rapporté les conclusions de la Conférence internationale de Pékin sur la lutte contre la désertification, tenue en janvier 2008. La NORVEGE a présenté le résultat du Forum Politique d'Oslo "Changer la manière dont nous développons: Faire face aux catastrophes et aux changements climatiques," tenu en février 2008 à Oslo. L'ISLANDE a présenté le résultat de la Table ronde de haut niveau sur la coopération internationale pour le développement durable dans les PEID des Caraïbes, tenue en mars 2008 à la Barbade.

## VUES D'ENSEMBLE DES PROGRES ACCOMPLIS ET DECLARATIONS GENERALES

Kathleen Abdalla (Responsable de service, Division du développement durable) a présenté les vues d'ensemble du Secrétaire Général des progrès accomplis vers le développement durable (E/CN.17/2008/2). Christopher Flavin (Worldwatch Institute) a parlé de l'édition 2008 de l'Etat du rapport mondial, focalisé sur l'innovation au service des économies durables. Il a signalé que 800 millions de personnes restent mal nourries et que la crise alimentaire mondiale constitue une menace politique et économique.

Le G-77/CHINE a déclaré que la communauté internationale est en danger de ne pouvoir concrétiser qu'un seul ODM, a souligné que l'avancement de la mise en œuvre est ralenti, et a suggéré le déploiement d'efforts renouvelés et urgents pour l'amélioration de l'application d'Action 21 et du PMAJ. La Slovaquie, au nom de l'UE, a déclaré que la CDD apporte une valeur ajoutée à travers l'examen et l'analyse des aspects du développement durable, a encouragé les délégués à consacrer un certain temps à la tenue d'un débat tourné vers l'action, et a mis en exergue le Partenariat stratégique Afrique-UE focalisé sur le partenariat sectoriel et le dialogue.

L'Irak, au nom du GROUPE DES PAYS ARABES, a appelé à des ressources financières nouvelles et supplémentaires et l'élimination des restrictions posées sur le transfert des technologies aux pays en développement. Le Tonga, au nom des PEID du Pacifique (PEIDP), a indiqué que l'agriculture et la pêche sont les principales sources de l'emploi et de l'export, et a encouragé les partenaires industrialisés à honorer leurs engagements du Consensus de Monterrey. La Grenade, au nom de l'AOSIS, a indiqué que la baisse des niveaux de l'APD est en train d'affecter les PEID et a souligné le besoin de reconnaître leurs vulnérabilités économiques et environnementales, même dans les PEID à revenus moyens.

Le délégué des ETATS UNIS a mis l'accent sur la recherche scientifique et l'éducation, les mécanismes d'échange d'information entre les scientifiques et les décideurs, et sur l'importance de mettre en place un environnement favorable qui établisse les outils et les incitations nécessaires à la mise en place d'une durabilité des marchés. La CHINE a parlé des défis posés aux pays en développement dans les domaines de l'agriculture, et a souligné ses efforts visant à faire face à la sécheresse et à la désertification. L'AFRIQUE DU SUD a parlé des contraintes pesant sur l'Afrique, qui l'empêche de tirer profit des divers engagements internationaux, et a indiqué que la CDD est la plateforme mondiale pour l'évaluation et la mesure des progrès accomplis. L'INDE a parlé du Sommet Inde-Afrique, tenu à Delhi, en avril 2008 et a appelé la CDD à soutenir les efforts en faveur du commerce juste et équitable et de la conservation des biens publics mondiaux.

Le CANADA a noté l'unique opportunité que la CDD-16 offre à un échange d'information pratique. La MALAISIE a souligné le besoin de traiter de sujets tels que celui des barrières non tarifaires posées au commerce international. L'INDONESIE a souligné le besoin d'adopter une approche holiste et exhaustive face à la crise alimentaire mondiale. La FEDERATION DE RUSSIE a déclaré que la CDD-16 offre l'occasion d'explorer les obstacles posés à l'application. La NOUVELLE ZELANDE a souhaité voir les engagements traduits en action.

L'ARGENTINE a souligné le besoin de traiter le problème des subventions et pratiques commerciales. Le ZIMBABWE a encouragé les pays industrialisés à fournir technologies et

renforcement des capacités aux pays en développement. Le BANGLADESH a souligné que la crise alimentaire fournit l'occasion de réformer le secteur agricole mondial.

La SUISSE a souligné le besoin d'améliorer le poids de la CDD au sein du cadre institutionnel des Nations Unis, et de consolider ses interactions avec l'ECOSOC. ISRAËL a souhaité voir la session de la CDD se dérouler de manière productive et professionnelle. La PALESTINE a déclaré que la CDD devrait s'assurer que sa population ne soit pas exclue de l'aide.

Les SYNDICATS DES TRAVAILLEURS ET LES FEMMES ont fait part de leurs préoccupations concernant les travailleurs du secteur agricole. Le représentant de LES ENFANTS ET LES JEUNES a déclaré que l'intégration des Grands Groupes, par la CDD, est un modèle pour le traitement des préoccupations inter-générationnelles. Les COMMUNAUTES AUTOCHTONES ont souligné la résilience des savoirs et des innovations autochtones pour la sécurité alimentaire. Les ONG ont appelé à des solutions plutôt à long terme, qu'à court terme. Mettant l'accent sur les évolutions de l'urbanisation, les AUTORITES LOCALES ont attiré l'attention sur le rôle de leur application stratégique, par rapport au développement urbain. Faisant état de la crise alimentaire actuelle, le représentant de COMMERCE ET INDUSTRIES a mis en exergue le besoin d'accroître la productivité et le rendement agricoles, les technologies agricoles innovantes et la bonne gestion. La COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE a souligné l'importance accrue des multiples fonctions de l'agriculture au service des biocombustibles, des moyens de vivre et des écosystèmes. Les AGRICULTEURS ont suggéré l'adoption d'un modèle agricole axé sur l'agriculteur.

### DISCUSSIONS THEMATIQUES

**AGRICULTURE:** Le vice-président de la CDD-16, Suntizo Sandoval, présidait cette discussion. Un débat a suivi l'introduction du document (E/CN.17/2008/3) par le Secrétaire. Per Pinstруп-Anderson (Université de Cornell) a souligné l'importance de l'agriculture dans la concrétisation de l'allègement de la pauvreté et du développement durable, et le besoin d'investir dans l'infrastructure rurale. Il a fait objection à l'idée de produire des combustibles en utilisant des denrées alimentaires. Gregory Ruark (Centre National de l'agroforesterie USDA) a parlé du rôle de l'agroforesterie dans la réalisation du développement agricole durable.

Tianzhi Ren (Académie chinoise des Sciences) a décrit les difficultés posées par les limites en matière de sols et de ressources en eau, et par l'augmentation de la demande due à la croissance démographique, l'accroissement de l'urbanisation et l'escalade des coûts de production en Chine. Soulignant que l'agriculture est fondamentale pour la réduction de la pauvreté, Eric Fernandes (Banque mondiale) a déclaré que l'accroissement de la productivité agricole profite aux revenus des pauvres, au moins deux fois plus que la croissance du PIB.

Le G-77/CHINE a fait part de ses réserves au sujet du blocage des pourparlers au Round de Doha sur le développement. L'UE a souligné qu'elle soutenait de manière active les politiques visant à donner aux pays en développement un meilleur accès aux marchés. Djibouti, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a attiré l'attention sur l'engagement des dirigeants africains d'affecter 20% des budgets du développement au développement agricole.

Le G-77/CHINE et les PEIDP ont souligné l'importance du renforcement des capacités, des technologies appropriées et des partenariats pour l'agriculture durable. Les représentants des PEIDP et du CANADA ont appelé à l'adoption de mesures d'adaptation et d'atténuation dans le traitement des changements climatiques. Le délégué des PAYS-BAS a suggéré davantage d'investissement dans l'agriculture et a indiqué que son pays souhaite prendre part au débat sur les biocombustibles. Reconnaisant l'augmentation rapide des prix des denrées alimentaires, le délégué des ETATS-UNIS a indiqué que son pays est en train de prendre des mesures urgentes. ISRAËL a souligné l'importance d'une amélioration et d'une utilisation appropriée des systèmes d'irrigation.

L'EGYPTE a apporté son appui à l'idée d'utiliser les eaux traitées dans la production des biocombustibles. L'IRAN a appelé à la fourniture d'une aide spéciale aux agriculteurs, et a déclaré que les semences génétiquement modifiées (GM) peuvent être nocives.

Le JAPON a appelé à une aide pour l'agriculture, en particulier, en faveur des pays africains, et à un traitement du problème de l'augmentation des prix des denrées alimentaires. L'Australie a annoncé sa contribution d'un montant supplémentaire de 30 millions de dollars à l'Appel d'urgence du Programme Alimentaire. La FRANCE a déclaré qu'elle doublait son budget réservé à l'aide. L'INDONESIE a souligné le besoin de stabiliser le prix des denrées alimentaires partout dans le monde. Le MEXIQUE a mis l'accent sur le besoin de traiter la question de la répartition des revenus. L'ARGENTINE a parlé du défi consistant à traiter les

distorsions des marchés. La FEDERATION DE RUSSIE a souligné le besoin d'améliorer la coopération dans les domaines des biocombustibles et des cultures GM.

### DISCUSSIONS REGIONALES

**AFRIQUE:** Le président Nhema présidait cette séance. Ousman Laye, Commission économique pour l'Afrique (ECA), a présenté le rapport consacré à la Réunion de mise en application régionale de l'Afrique (E/CN.17/2008/12/Add.1). Luc Gnacadja, Secrétaire exécutif, CLD, a appelé à accorder davantage d'attention aux personnes vivant dans les zones arides africaines et a proposé d'accroître l'investissement consacré à l'amélioration de la productivité des terres sèches. Alioune Badiane, HABITAT-ONU, a expliqué la relation entre le développement durable et l'urbanisation durable en Afrique. En vue de relever les défis de l'agriculture durable, Sally Bunning, FAO, a mis l'accent sur l'action dans les domaines de la fourniture des données, des échanges d'expériences et de l'augmentation du nombre d'initiatives locales efficaces.

Le MAROC a parlé de ses initiatives en matière de création de capacités en Afrique sub-saharienne. L'AFRIQUE DU SUD a parlé de l'Initiative panafricaine de politiques foncières qui vise à améliorer les réformes agraires. La SYRIE a souligné l'efficacité des coûts de la mise en valeur des terres sèches. L'ALGERIE a encouragé la proclamation de la décennie 2010-2020, décennie internationale de la lutte contre la désertification. La COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE a exhorté les gouvernements africains à consacrer 1% du PIB à la recherche agricole, assigné actuellement à l'agriculture.

Le SENEGAL a appelé à l'adoption d'une approche intégrée dans le traitement des causes profondes de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire en Afrique. Le ZIMBABWE a mis en relief les interconnexions entre les domaines thématiques de la CDD-16. L'EGYPTE a mis l'accent sur le problème de l'augmentation des prix des denrées alimentaires, et a suggéré d'accroître l'aide destinée à l'Afrique. Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a axé son intervention sur les problèmes des travailleurs ruraux. Le représentant des AGRICULTEURS a appelé à un investissement dans l'infrastructure agricole.

**ASIE OCCIDENTALE:** Présidé par le vice-président Tharyat, cette séance a entendu: le rapport concernant la réunion de mise en application régionale de l'Asie occidentale (E/CN.17/2008/12/Add.4) présenté par Djamel Echirk, Algérie; une étude approfondie sur l'évolution de la sécheresse et de la désertification dans les pays arabes, présentée par Khaled Al-Sharaa, Syrie; et un exposé, par Carol Cherfane, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, sur des initiatives en cours, telles que la création d'emplois et l'amélioration des normes du marketing pour les petits producteurs.

L'ARABIE SAOUDITE a parlé de récentes initiatives, telles que la Déclaration de Riyadh sur le programme d'urgence arabe pour la sécurité alimentaire. Le représentant des ENFANTS ET DES JEUNES a parlé du faible niveau d'éducation de l'enfant. La PALESTINE a parlé des barrières provoquées par les situations sécuritaires et celles posées au dessalement. Le LIBAN a proposé davantage d'attention au problème de la désertification. ISRAËL a parlé de la réduction des coûts du dessalement de l'eau destinée aux usages domestiques et de son potentiel pour l'usage agricole. La SYRIE a parlé des effets de l'occupation sur sa production alimentaire.

### DANS LES COULOIRS

Les observateurs ont noté que le nombre de participants qui se sont présentés à la première journée de la CDD-16 était impressionnant, les délégués se bousculant pour obtenir un siège dans la salle de conférence 4, alors que la tribune des visiteurs était pleine à craquer. On a entendu plusieurs participants dire que cette session, avec son ordre du jour, ne pouvait mieux tomber pour répondre à la crise alimentaire mondiale. Cependant, une question pointue est posée par certains: Comment se fait-il, en dépit de tout le battage autour de la crise alimentaire, que la CDD-16 semble ne pas bénéficier de l'attention des médias? Certains sont inquiets du fait qu'elle soit ainsi mise sur la touche par d'autres instances à forte visibilité, telles que la session extraordinaire de l'ECOSOC, le Sommet de la FAO, en juin, et le Groupe de travail du Secrétaire Général sur la sécurité alimentaire. Un délégué a fait état de similarités avec les précédents cycles d'application des CDD-14 et 15, durant lesquelles on s'était attendu à voir la crise énergétique propulser la CDD au-devant de la scène en tant qu'instance, mais cela ne s'était pas vraiment produit. N'empêche, d'autres sont encouragés par le fait que les déclarations de lundi aient signalé que les délégués sont prêts à examiner des mesures pratiques et de faire avancer le débat au cours de ces deux semaines à venir.